

# DÉBAT PUBLIC

## PLAN NATIONAL DE GESTION DES MATIÈRES ET DÉCHETS RADIOACTIFS

DU 17 AVRIL AU 25 SEPTEMBRE 2019

5<sup>e</sup> édition  
2019 - 2021



### EDA

Environnement Développement  
Alternatif

Association loi 1901 dont l'objectif est de promouvoir un développement qui mette en œuvre le droit de chaque être humain à vivre dignement dans un environnement sain, et à participer démocratiquement à la vie publique.

Nos actions : veiller à ce que les décisions prises aujourd'hui ne génèrent pas de nuisances irréversibles pour les générations futures. Les choix en matière d'approvisionnement en énergie et leurs conséquences à long terme sont au cœur de nos réflexions.

Nous participons aux travaux de l'Association Nationale des Commissions et Comités locaux d'information (ANCLLI) Groupe Permanent Matières et déchets Radioactifs.

#### Contact

Anita Villers - 23 rue Gosselet 59000  
Lille – tel 06 16 66 83 51

[www.eda-lille.org](http://www.eda-lille.org)

## CAHIER D'ACTEUR N°23

### Notre choix éthique : la sûreté active conservation de la mémoire en continu et surveillance illimitée

#### PRESENTATION GENERALE DU PROPOS D'EDA

Les choix antérieurs de la gestion des matières et déchets radioactifs nous ont amenés à une situation de blocage : saturation, occlusion, dates de création et de mise en service de sites toujours repoussées.

Notre exigence éthique nous conduit à refuser le choix de la sûreté passive, position que nous avons développée en juin 2013 lors du débat concernant CIGEO dans notre cahier d'acteurs portant le titre « entre déni et pari : le choix inavoué de l'oubli après la fermeture du site ».

La mise en œuvre de la sûreté active implique surveillance et maintenance en continu, renouvellement permanent de la mémoire. Elle nous oblige et obligera nos descendants à assumer des coûts inévitables quel qu'en soit le montant.

## GESTION DES DECHETS, LA FUITE EN AVANT SE POURSUIT..

Nous avons subi les choix de la production d'électricité via l'énergie nucléaire et subissons aujourd'hui l'absence de solutions pour la gestion des déchets. Accumulés depuis les années 1970 les déchets sont là, et nous avons l'obligation de les gérer au mieux dans le respect des générations futures. Bien plus que des choix techniques nous avons à faire les choix éthiques hypothéquant le moins possible les conditions de vie de nos descendants

Ce premier débat public à propos de l'élaboration du 5ème plan national Matières et Déchets radioactifs marque une certaine évolution autour d'un sujet maintenu dans le tabou et le déni. Conscients, avec d'autres groupes, de lourds problèmes nous n'hésitions pas à exposer lors de précédents débats (Cigeo notamment – cahier acteur n° 5) nos points de vue, mais nous avons l'impression que notre parole n'avait une chance d'être écoutée qu'à l'intérieur du cadre choisi par d'autres. Rien ne garantit qu'il en sera autrement à l'occasion de cette consultation. Cependant il semble que nous soyons reconnus comme légitimes à nous exprimer. Ce pourrait être une avancée vers plus de démocratie, mais nullement une perte de notre vigilance face aux enjeux liés aux dangers et risques majeurs pour l'environnement et la santé des êtres vivants pour une durée dont l'évaluation reste hasardeuse.

## NOS PRINCIPALES OPTIONS

### 1. Globales

- **sortie progressive de la production d'électricité nucléaire**

Inscrire la gestion des déchets dans ce cadre : arrêter progressivement les centrales existantes et ne pas en construire de nouvelles. Ce n'est pas l'objectif de la dernière programmation pluriannuelle de l'énergie qui prévoit simplement une réduction à 50% du recours à la production d'électricité par l'énergie nucléaire au lieu de

75% actuellement.

- **maintien de** tous les domaines des industries électro nucléaires dans **un service public** sans sous traitance ni délégation
- **organisation** du recueil et de la préservation de la **mémoire historique** et en continu en faisant appel aux travailleurs et à leurs syndicats et de manière générale tous les acteurs impliqués.

### 2. Concernant la gestion des déchets

Nous sommes attachés à quelques lignes directrices :

- le souci de réduire les déchets à la source, louable en son principe, ne doit pas nous conduire à accepter des seuils de libération, pas plus qu'à persévérer dans un retraitement des combustibles irradiés, qui n'a pas fait la démonstration irréfutable de son utilité effective
- l'entreposage à sec des combustibles irradiés, après l'indispensable refroidissement sera privilégié.

**Déchets Très Faible Activité -TFA-** constitués essentiellement de béton et de métaux, la France jusqu'à présent a toujours refusé l'adoption de seuils de libération, ce qui permettrait de remettre ces matières en circulation au même titre que d'autres, sans traçabilité. Bon nombre de pays européens ont adopté cette pratique.

Face à la pression des producteurs de déchets, **nous restons opposés** à l'adoption de seuils de libération pour deux raisons essentielles :

- les volumes étant importants et les déchets hétérogènes, l'échantillonnage est difficile (voir document **controverses p25**)
- l'état actuel des connaissances ne permet pas d'affirmer que les faibles doses de radioactivité qu'elles soient naturelles ou artificielles sont inoffensives.

**Déchets Faible Activité Vie Longue -FA-VL-** suite à l'échec rencontré par l'ANDRA en 2008 pour une gestion répartie dans les couches argileuses en divers points du territoire, il est évident que dorénavant il faut respecter l'avis des populations concernées.

Les incertitudes liées aux changements climatiques, aux divers aléas tels érosion, glaciation, ravinements du fait du très long terme, ont conduit à soulever de nombreuses questions. Les réunions dédiées à la modification des règles de gestion ont mis en évidence de nombreuses incertitudes : quels déchets regrouper ? Un seul lieu ? Quels colis pour quels modes de transport ?

En ce qui concerne le stockage des combustibles irradiés, nous privilégions l'entreposage à sec après refroidissement plutôt qu'une piscine centralisée. Par ailleurs nous n'acceptons pas qu'après la fin des périodes de surveillance prévues, les règles de gestion se résignent à ce que les intrusions humaines banales soient considérées comme « acceptables ».

**Déchets Moyenne Activité-Haute Activité Vie Longue -MA-HA VL-** comme nous l'avons développé dans le cahier n° 5 – juin 2013 CIGEO - nous n'avons aucune confiance dans la notion de « sûreté passive ». Il faut arrêter Cigéo et s'orienter vers un entreposage en sub-surface. Nous sommes bien conscients que ce choix apparemment « technique » est en fait celui de ne pas oublier les déchets et contraindre les générations futures à maintenir la mémoire et la surveillance tant que l'activité des radio éléments n'est pas retombée à un niveau compatible avec la vie. C'est-à-dire au prix d'une durée et de coûts incommensurables : nous n'avons malheureusement pas d'autre choix réellement éthique à notre disposition.

**Face à l'accumulation** de l'ensemble des déchets, les capacités actuelles de stockage approchent de la saturation. La production d'électricité par le nucléaire se poursuivant, cette perspective se perpétue. C'est à juste titre que l'IRSN alerte à ce sujet.

## QUELQUES POINTS COMPLEMENTAIRES...

Le plan devrait davantage prendre en compte la gestion des **rejets**.

Concernant les **transports**, deux préoccupations :

- les limiter au maximum
- veiller de manière rigoureuse à la sûreté qui les entoure

Concernant les **anciennes mines** et notamment la présence de radon poursuivre les recherches liées à l'exposition continue aux faibles doses au sein des lieux de vie notamment.

## CONCLUSION

Les réacteurs qui utilisent le combustible MOX sont en fin de vie et la filière n'a plus lieu d'être maintenue d'autant que le retraitement des combustibles ne favorise pas la réduction des déchets comme le prétendent les opérateurs (cahier n° 9 – Global Chance).

La nécessité absolue d'organiser la sûreté tout au long du processus depuis l'extraction puis la production et la gestion des déchets impose un suivi continu, transparent, pluraliste, périodiquement ouvert à l'évaluation et au débat. **Cela relève de choix citoyens et non de choix d'experts.**

Nous sommes bien conscients que les coûts de maintien d'une **sûreté active** seront lourds à assumer, mais notre conviction est que seul ce choix est **éthiquement responsable**.